

Dans la nuit du 13 au 14 avril, le régime iranien a lancé l'opération militaire « Promesse Honnête », qui a impliqué le tir de plus de 300 drones et missiles, en représailles à l'attaque israélienne contre l'annexe de l'ambassade iranienne à Damas le 1er avril 2024, qui avait tué sept membres du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (CGRI), dont le commandant de la force al-Quds pour le Levant, Mohammad Reza Zahedi, et 16 personnes au total.

À la suite de cette attaque, l'armée d'occupation israélienne a riposté par une opération militaire menant à des explosions dans une base militaire aérienne dans la province d'Ispahan, en Iran et des attaques dans le sud de la Syrie, près d'une position de radar de l'armée syrienne. Quelles dynamiques ont mené à cette montée sans précédent des tensions régionales ?

Quels étaient les objectifs de l'attaque iranienne contre Israël ?

L'opération militaire « Promesse Honnête » a été saluée comme une victoire nationale par les représentants du régime iranien et du CGRI. Les médias d'État ont diffusé des images de foules fêtant l'événement dans les rues. Le président iranien Ebrahim Raïssi a décrit l'opération « Promesse Honnête » comme « [une leçon pour l'ennemi sioniste](#) », tandis que le commandant en chef des Gardiens de la révolution, Hossein Salami, a déclaré qu'elle visait à créer « [une nouvelle équation avec Israël](#) ». De son côté, la mission iranienne auprès de l'ONU a déclaré que cette « opération militaire était une réponse à l'agression du régime sioniste contre nos locaux diplomatiques à Damas » et qu'elle avait été « menée sur la base de [l'article 51 de la Charte des Nations unies relatif à l'autodéfense](#) ». Le Conseil suprême de sécurité iranien a averti dans sa déclaration que toute nouvelle action israélienne contre l'Iran recevrait « une réponse au moins décuplée ».

L'opération militaire iranienne visait à submerger les défenses israéliennes et à détruire l'infrastructure de la principale base aérienne de l'armée d'occupation israélienne, Nevatim, qui abrite sa flotte d'avions de chasse F-35. La base n'a toutefois subi que des dommages mineurs, tandis que 99 % des projectiles envoyés par la République islamique d'Iran ont été détruits par l'État colonial israélien, soutenu par les forces armées américaines, françaises, britanniques et jordaniennes. Aucun des 170 drones n'a pénétré dans l'espace aérien israélien et 25 des 30 missiles de croisière ont été abattus par les systèmes de défense aérienne avant de franchir les frontières du pays. Dans le même temps, quelque 50 % des missiles balistiques tirés par l'Iran n'ont pas pu être lancés ou se sont écrasés avant d'atteindre leur cible, selon le [Wall Street Journal](#).

Bien qu'elle attaque directement l'État d'Israël sur son territoire pour la première fois depuis la création de la République islamique d'Iran en 1979, cette opération militaire peut être comparée dans une certaine mesure à la réponse iranienne à l'assassinat par les forces armées américaines de Qassem Soleimani, le commandant du CGRI, en janvier 2020 en Irak. Cette riposte a consisté à lancer une vingtaine de missiles sur les bases américaines d'Ain al-Asad, dans le gouvernorat irakien de l'Anbar et d'Erbil au Kurdistan irakien, abritant un total de plus de 5 000 soldats.

Le bureau du premier ministre irakien démissionnaire de l'époque, Adel Abdel-Mahdi, avait précisé que le gouvernement irakien avait été informé par l'Iran que celui-ci allait mener

des raids sur son sol se limitant aux bases américaines. Selon certaines sources, les forces de la coalition avaient également été prévenues de frappes contre les bases américaines. De son côté, la République Islamique d'Iran avait déclaré par la voix de Mohammad Javad Zarif, le chef de la diplomatie iranienne à cette période, que son pays avait mené et « terminé » des représailles « proportionnées » et que « Nous ne cherchons pas l'escalade ou la guerre ». L'opération n'avait fait aucune victime et elle n'avait causé que des dommages minimes.

De même, lors de l'opération militaire « Promesse Honnête », Téhéran a [prévenu ses alliés et les pays voisins de l'attaque 72 heures à l'avance](#) afin de protéger leur espace aérien, selon le ministre des affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian. Dans ce contexte, le Royaume d'Arabie Saoudite (RAS) et les Émirats Arabes Unis (EAU) ont joué un rôle important en aidant l'armée d'occupation israélienne à neutraliser l'attaque. Ils ont partagé ces informations avec les États-Unis et donc avec Israël, selon le [Wall Street Journal](#). Les gouvernements saoudien et irakien ont également autorisé les avions-citernes de l'US Air Force à rester dans leur espace aérien pour soutenir les patrouilles américaines et alliées pendant l'opération, selon [al-Monitor](#).

Par ailleurs, l'Iran a choisi d'utiliser principalement des drones, qui ont mis des heures à arriver sur le territoire de l'État d'Israël, et de ne pas faire appel massivement à ses alliés, notamment le Hezbollah, son principal atout militaire contre Israël. En outre, après la fin de l'attaque, le Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran a déclaré qu'aucune autre action militaire n'était actuellement à l'ordre du jour. De même, Téhéran a considéré que « l'affaire était close » après son attaque.

En d'autres termes, l'opération militaire iranienne visait principalement à « sauver la face » pour Téhéran après l'attaque israélienne contre le consulat iranien à Damas et l'assassinat de nombreux responsables du CGRI, tout en maintenant sa réaction militaire relativement limitée, notamment en termes d'efficacité. Les responsables iraniens ont clairement voulu, par cette opération militaire, tenter d'éviter d'être entraînés dans une guerre régionalisée qui pourrait potentiellement constituer une menace pour leur régime. Téhéran a déclaré à de nombreuses reprises depuis le 7 octobre, et même auparavant dans le passé, son refus d'être entraîné dans un conflit généralisé et direct avec Israël, malgré les frappes incessantes de l'armée d'occupation d'Israël contre des cibles iraniennes (et du Hezbollah) en Syrie et les assassinats ciblés de hauts responsables iraniens, y compris en Iran, par Tel Aviv.

Dans le même temps, et bien que ne constituant pas son objectif premier, la riposte a également permis au régime iranien de consolider sa propagande de « résistance contre Israël » auprès de sa base populaire, tout en [resserrant](#) davantage l'[étouffement](#) et en réprimant les organisations démocratiques et progressistes iraniennes et les individus critiques à l'égard du régime, accusés d'espionnage en faveur d'Israël. En effet, les critiques sont interdites sous toutes leurs formes, que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans les médias.

Israël et l'impérialisme américain

À la suite de l'opération militaire modérée et calculée de l'Iran contre Israël, la classe dirigeante israélienne, civile et militaire, avait juré de riposter contre l'Iran. De son côté, le

président américain Biden avait déclaré que Washington ne voulait pas d'une guerre plus large et a averti le Premier ministre Benjamin Netanyahu que les États-Unis ne participeraient pas à une contre-attaque contre l'Iran.

Les responsables américains ont présenté l'opération défensive comme une victoire retentissante pour l'État colonial israélien, surtout après l'échec sécuritaire du 7 octobre, alors qu'elle a permis à Israël d'apparaître comme l'acteur « attaqué » et de réduire partiellement la couverture médiatique sur la guerre génocidaire contre la population palestinienne dans la bande de Gaza en la détournant vers le « danger iranien ».

Le rôle des États-Unis a été décisif pour contrecarrer les représailles de l'Iran contre Israël. Les forces américaines, soutenues par les destroyers du Commandement américain en Europe, auraient détruit plus de 80 drones d'attaque unidirectionnels et au moins six missiles balistiques visant son allié israélien, [selon le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient \(Centcom\)](#). Quelques jours avant les représailles iraniennes, le président américain avait d'ailleurs déclaré : « [Nous nous consacrons à la défense d'Israël. Nous soutiendrons Israël. Nous aiderons à défendre Israël, et l'Iran ne réussira pas](#) », a déclaré Joe Biden. Au lendemain de l'offensive iranienne, il a condamné les actions de Téhéran et réitéré l'importance de l'alliance américano-israélienne, ignorant complètement ses divergences récentes avec le premier ministre israélien.

Pour rappel, si les responsables américains ont à plusieurs reprises utilisé leur carte de veto contre les résolutions appelant à un éventuel cessez-le-feu, l'actuelle guerre génocidaire israélienne contre la population palestinienne de la bande de Gaza aurait été militairement impossible sans le soutien continu des États-Unis. Washington a notamment accepté depuis le 7 octobre 2023 la fourniture de 25 avions de combat F-35 de dernière génération, plus de 500 bombes MK82 et plus de 1 800 bombes MK84 – qui ne sont plus utilisées par les armées des États occidentaux dans les zones densément peuplées avec dommages collatéraux. Ces livraisons d'armes ont contourné l'obligation de consultation du Congrès en invoquant les « pouvoirs d'urgence ».

L'administration américaine actuelle a également effectué plus de 100 transferts d'armes vers Israël sans aucun débat public, en utilisant une faille dans laquelle le montant spécifique de chaque vente était inférieur au seuil requis à partir duquel le Congrès doit être notifié. Pour sa part, le journal israélien Haaretz a déclaré que les données de suivi des vols accessibles au public montrent qu'au moins 140 avions de transport lourd à destination d'Israël ont décollé de bases militaires américaines dans le monde entier depuis le 7 octobre, transportant des équipements principalement vers la base aérienne de Nevatim, dans le sud d'Israël.

À la mi-avril, Joe Biden a également appelé le Congrès américain à voter en faveur d'un projet de loi prévoyant une aide de 26,4 milliards de dollars à Israël.

Tout cela fait partie de la stratégie américaine en faveur de l'[avantage militaire qualitatif \(AMQ\)](#) d'Israël. Il s'agit de l'épine dorsale conceptuelle de l'aide militaire américaine à Israël depuis des décennies, qui a été officiellement confirmée dans la législation américaine en 2008. Elle attend du gouvernement américain qu'il maintienne la capacité d'Israël à « [vaincre toute menace militaire conventionnelle crédible émanant d'un État individuel, d'une éventuelle coalition d'États ou d'acteurs non étatiques, tout en subissant un minimum de dommages et de pertes](#) ».

La raison en est qu'Israël est toujours considéré comme un acteur clé dans la préservation

des intérêts occidentaux dans la région. Le processus de normalisation entre Israël et les pays arabes initié par le président Donald Trump et poursuivi par le président Joe Biden visait à consolider les intérêts américains dans la région, y compris dans sa rivalité avec la Chine.

Contre-attaque israélienne et retour à la « guerre de l'ombre » ?

Alors comment interpréter, la contre-attaque israélienne dans la nuit du 18 au 19 avril ?

Les responsables états-uniens ont déclaré à la suite de l'attaque israélienne que les États-Unis « n'ont pas été impliqués dans une opération offensive ». Avant les représailles israéliennes, les États-Unis avaient déclaré ne pas vouloir participer à une réponse militaire israélienne à une attaque iranienne. Cela ne signifiait pas cependant que Washington empêcherait l'armée d'occupation israélienne de réaliser une telle opération, comme cela s'est déroulé. Le rôle des États-Unis a très probablement été de mettre néanmoins des limites à l'action israélienne.

À la suite de l'opération militaire iranienne « Promesse Honnête », la classe dirigeante israélienne voyait en effet une opportunité politique de radicaliser davantage l'opposition à la République islamique d'Iran parmi les États occidentaux, mais aussi d'attaquer directement l'Iran et de cibler ses installations nucléaires. [L'AIEA a en effet averti à la fin de l'année 2023](#) que Téhéran disposait déjà de suffisamment de matériel pour fabriquer trois bombes nucléaires s'il enrichissait le matériel actuellement à 60 % et à plus de 60 %. Aux yeux de la classe dirigeante israélienne, la perte du monopole régional sur les armes nucléaires constituerait une perte stratégique importante.

C'est pourquoi il est plausible que l'attaque israélienne contre le consulat iranien ait délibérément voulu provoquer une escalade afin de donner à l'État israélien l'occasion de frapper à l'intérieur du territoire iranien et plus particulièrement le potentiel nucléaire de l'Iran. En outre, la crainte de voir l'Iran obtenir le potentiel nucléaire est partagée par Washington.

Une autre raison potentielle dans l'attaque israélienne du consulat iranien était une volonté des dirigeants israéliens face à l'enlisement de sa guerre génocidaire contre la population à Gaza, la croissance continue des critiques contre Tel Aviv de cette guerre, et l'impossibilité de réaliser les objectifs officiels d'une « destruction du Hamas », de réunir autour de lui, à nouveau, le « bloc occidental », dans l'éclatement d'une guerre régionale avec la République Islamique d'Iran. Les États-Unis et les principaux États occidentaux, tel que la France et la Grande Bretagne, se seraient en effet joints pour aider son allié israélien, comme cela a été le cas lors de l'opération militaire israélienne « Promesse Tenue ».

Une attaque directe contre l'Iran aurait cependant nécessité une plus grande couverture politique et d'assistance militaire de la part des États-Unis, en d'autres termes une intervention directe de Washington contre l'Iran. De plus, l'utilisation de l'espace aérien des États arabes situés géographiquement entre eux et l'Iran, et donc leur approbation, auraient également été nécessaires. Dans les deux cas à priori, cela n'a pas été obtenu par l'État Israélien.[\[1\]](#)

Washington craignait probablement qu'une attaque de plus grande envergure ait des conséquences négatives sur l'économie mondiale en raison des menaces d'interruption ou, pire, de fermeture du détroit d'Ormuz, ce qui entraînerait une hausse significative des prix du pétrole. Le détroit se situe entre Oman et l'Iran et relie le golfe au nord de celui-ci au golfe d'Oman au sud et à la mer d'Arabie au-delà. [Environ un cinquième du volume de la consommation mondiale totale de pétrole passe quotidiennement par le détroit. En moyenne, 20,5 millions de barils par jour \(bpj\) de pétrole brut, de condensats et de produits pétroliers ont transité par Ormuz entre janvier et septembre 2023.](#) C'est d'ailleurs aussi pour cette raison que Washington a mis en place, début décembre, une force navale multinationale pour protéger les navires marchands de la mer Rouge, par laquelle transite 12 % du commerce mondial, contre le mouvement Houthi, qui a multiplié les attaques dans cette zone contre des navires considérés comme liés à Israël. L'objectif principal était de garantir l'un des couloirs maritimes les plus essentiels pour le commerce international. De même, de nouvelles sanctions américaines ont été annoncées à l'encontre de l'Iran, mais elles visent principalement ses programmes de drones et de missiles, le CGRI et son ministère de la défense, et aucune nouvelle sanction n'a été annoncée concernant l'exportation du pétrole iranien.

Cela dit, l'action israélienne ne signifie pas la fin de ces actes hostiles envers l'Iran. Le gouvernement israélien va probablement continuer d'organiser des opérations de sécurité et des assassinats en Iran et/ou à l'étranger, cyberattaques contre les institutions du CGRI et iraniennes, ainsi qu'intensifier ses attaques au Liban et en Syrie.^[2] Ainsi, la guerre dite de l'ombre se poursuivra et présentera toujours le risque d'une escalade vers un conflit ouvert. En outre, le fait que Tel-Aviv ait ciblé une force aérienne iranienne près de la ville d'Isfahan, et suffisamment proche des installations nucléaires, sans utiliser d'avions ni de missiles balistiques, a également envoyé un message politique clair à Téhéran quant à sa capacité d'atteindre des sites stratégiques à l'intérieur du pays et de provoquer des dommages importants.

De même, les conflits de faible intensité d'Israël se poursuivront contre les alliés et réseaux iraniens dans la région. À la mi-mars 2024, l'armée d'occupation israélienne avait déjà frappé « environ 4 500 cibles du Hezbollah » au Liban et en Syrie depuis le 8 octobre. Depuis 2015, Israël a multiplié les attaques et les bombardements contre les réseaux militaires iraniens et du Hezbollah sur le territoire syrien après l'éclatement du soulèvement en 2011, qui s'est transformé en guerre par la suite avec de nombreuses interventions militaires régionales et internationales.

Ces derniers jours, les tensions ont également continué à monter au Liban, l'armée d'occupation israélienne poursuivant ses bombardements sur le pays, au-delà des seules zones frontalières, et prenant pour cible les soldats du Hezbollah, mais aussi des civils. Et ce, bien que le Hezbollah n'ait pas participé à l'opération militaire iranienne contre Israël. En outre, le parti libanais s'en tient depuis le 8 octobre à des « réactions calculées et proportionnelles » contre les attaques israéliennes et affirme continuellement rester un « front de pression » contre Tel-Aviv. [Le secrétaire général adjoint du Hezbollah, Naïm Kassem](#), a d'ailleurs déclaré le 18 avril à la chaîne d'information américaine NBC que le Hezbollah était déterminé à limiter dans une certaine mesure ses opérations militaires à la frontière israélo-libanaise et à ne pas se laisser entraîner dans une guerre de grande ampleur.

L'objectif d'Israël dans ses actions militaires contre le Hezbollah est de pousser le parti à se retirer à 10 kilomètres de la frontière, c'est-à-dire au nord du fleuve Litani, ce qui constituerait un succès politique et militaire pour Israël. Les attaques israéliennes ont causé

la mort de plus de 280 membres du Hezbollah depuis le 8 octobre, mais aussi de plusieurs dizaines de civils. Les attaques de l'armée d'occupation israélienne par avion et par drone sur des villages du Sud-Liban ont également entraîné le déplacement forcé de plus de 90 000 personnes et la destruction de vastes étendues de terres agricoles, et d'infrastructures civiles. Il y a une véritable politique de la terre brûlée de part de l'armée d'occupation d'Israël contre les régions libanaises frontalières.

Dans le même temps, le scénario potentiel d'une conflagration régionale est également perçu très négativement par les alliés régionaux des États-Unis, en particulier par Riyad, Doha et Abou Dhabi, qui ont fait de la stabilité autoritaire et de la croissance économique une priorité absolue. Le Royaume d'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis tentent de maintenir leur alliance avec les États-Unis et de stabiliser les relations avec l'Iran après des années de tensions. Tous deux ont d'ailleurs condamné les frappes israéliennes contre l'annexe consulaire iranienne à Damas le 1er avril.

Plus généralement, l'Arabie saoudite a modifié sa politique étrangère agressive et conflictuelle adoptée initialement par le prince héritier Muhammad Bin Salman, symbolisée par la guerre meurtrière lancée contre le Yémen en 2015 et la pression maximale contre l'Iran et ses alliés dans la région, qui s'est soldée par un échec. Cette politique s'est avérée trop coûteuse politiquement et dangereuse pour son projet de réforme de l'économie. Le Royaume saoudien a donc tenté d'établir des relations plus cordiales avec ses voisins, y compris l'Iran.

Cette évolution s'est concrétisée par le rapprochement politique historique entre l'Iran et l'Arabie saoudite grâce à la médiation de la Chine au début du mois d'avril 2023. Depuis, les deux pays ont affirmé leur volonté de collaborer pour « la sécurité, la stabilité et la prospérité » au Moyen-Orient. Cela est particulièrement important pour l'Arabie saoudite afin de stabiliser la situation au Yémen et de prévenir les menaces à sa frontière méridionale. La perception saoudienne que Washington ne peut plus assurer la sécurité nécessaire au Royaume, notamment après le déclenchement des révoltes en 2011 ou après le bombardement des unités de production d'Aramco en 2019 et 2020, a également poussé le Royaume dans cette direction.

La suspension temporaire du processus de normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël suite au début de la guerre génocidaire israélienne contre la bande de Gaza depuis octobre 2023 a également renforcé la coopération entre Téhéran et Riyad ces derniers mois. En outre, le Royaume d'Arabie Saoudite ainsi que les Émirats Arabes Unis, n'ont pas participé à la force navale multinationale dirigée par les États-Unis contre le mouvement Houthi.

Dans ce contexte, Riyad et Abou Dhabi se sont montrés réticents à l'idée d'une collaboration accrue avec l'alliance israélo-américaine, du moins ouvertement, en ce qui concerne une éventuelle attaque contre l'Iran, par crainte de représailles iraniennes ou de la part des alliés iraniens dans la région. Leur position pourrait changer si Washington proposait un pacte de défense, une demande formulée par l'Arabie saoudite pour normaliser ses relations avec Israël. Riyad, ainsi qu'Abu Dhabi, sont en effet à la recherche d'une forme de parapluie de sécurité comme celui accordé à l'État israélien.

Pour un mouvement anti-guerre et anti-impérialiste

Au milieu des dernières tensions dans la région, Israël n'a pas cessé sa guerre génocidaire contre les Palestiniens dans la bande de Gaza. Le nombre de morts a presque atteint 34 000 personnes. L'opération militaire de l'Iran n'a pas atténué les souffrances des Palestiniens et ce n'était pas son objectif. Les objectifs géopolitiques de l'Iran ne sont en effet pas de libérer les Palestiniens, mais de promouvoir et de faire avancer ses propres intérêts.[\[3\]](#)

Dans cette situation, que peuvent faire la gauche et les acteurs progressistes ?

Dans les pays impérialistes occidentaux, la mobilisation d'un vaste mouvement anti-guerre et anti-impérialiste devrait être l'une des priorités et des tâches quotidiennes des organisations de gauche et progressistes. Les États-Unis et les pays occidentaux ont joué un rôle clé en permettant et en participant à la guerre génocidaire d'Israël contre les Palestiniens, à l'occupation et à la colonisation continues des terres palestiniennes, aux bombardements du Liban et de la Syrie, aux opérations de sécurité et d'assassinat dans toute la région et, aujourd'hui, aux tensions croissantes contre l'Iran, etc.

L'impunité d'Israël constitue une menace mortelle et permanente pour les classes populaires et ouvrières de la région, tout en augmentant continuellement la menace d'une guerre régionale et menaçant également plus largement la situation internationale. Outre son soutien à Israël, l'impérialisme occidental dirigé par les États-Unis n'a fait qu'aggraver la misère et les souffrances des classes populaires régionales en soutenant les États autoritaires de la région, en poursuivant les bombardements et les interventions militaires.

Dans ce contexte, s'opposer à toute guerre ou opération militaire israélienne potentielle contre l'Iran devrait être une priorité politique. Cela ne doit pas conduire à soutenir le régime autoritaire, néolibéral et patriarcal iranien ou à ignorer ses politiques réactionnaires et répressives à l'encontre de ses propres populations et d'autres populations régionales telles que la Syrie. La République Islamique d'Iran est un ennemi des classes populaires en Iran et dans la région, et ne luttent pas pour leur émancipation, bien au contraire.

En outre, il est important de continuer à exiger un cessez-le-feu permanent dans la bande de Gaza. De même, les organisations de gauche et progressistes doivent continuer à s'opposer radicalement à l'Apartheid, à l'Etat colonial et raciste d'Israël et à défendre le droit des Palestiniens à résister. En effet, comme toute autre population confrontée aux mêmes menaces, les Palestiniens ont ce droit, y compris par des moyens militaires. De même, les Libanais ont le droit de résister aux agressions militaires israéliennes. Il ne faut pas confondre cela avec le soutien aux perspectives et orientations politiques des différents partis politiques palestiniens et libanais, y compris le Hamas et le Hezbollah. Cela vaut également pour tous les types d'actions militaires que ces acteurs pourraient entreprendre - en particulier les actions qui conduisent à l'assassinat aveugle de civils.

Au niveau régional, la tâche principale de la gauche et des forces sociales et politiques progressistes reste de développer une stratégie basée sur une solidarité régionale « par en bas » et autonome des classes dominantes des États régionaux et internationaux. Cela signifie résister frontalement aux États occidentaux impérialistes et à Israël d'une part, tout en s'opposant aux États autoritaires régionaux (que ce soit l'Iran, l'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte, etc.) et, plus généralement, aux forces politiques réactionnaires locales, qui empêchent toute rupture avec les dynamiques impérialistes (de *tous* les États impérialistes sans distinction), autoritaires, néolibérales,

Ces acteurs politiques représentent, bien sûr, un danger et des menaces différenciés (selon les conjonctures et les pays) pour les perspectives émancipatrices, mais il est primordial de constituer un bloc de gauche et progressiste indépendant de ces forces mettant l'accent sur la solidarité avec la lutte pour la libération des Palestiniens et l'émancipation de toutes les exploité·es et opprimé·es de la région.

Notes

[1] Cette réalité a également provoqué [des divisions](#) au sein du gouvernement israélien et du cabinet de guerre sur la manière de réagir face à l'Iran.

[2] Les forces d'occupation israéliennes ont également visé ces dernières années au moins une dizaine de navires faisant route vers la Syrie et transportant, dans la plupart des cas, du pétrole iranien, rapporte le [Wall Street Journal](#), citant des responsables israéliens.

[3] [Selon plusieurs sources](#), avant son opération militaire contre Israël, les responsables iraniens étaient en fait engagés dans des négociations secrètes avec leurs homologues américains, certaines tenues à Oman et d'autres à New York. Dans un premier temps, Téhéran a demandé aux Etats-Unis de faire pression sur le Premier ministre israélien pour qu'il arrête la guerre à Gaza, et s'est engagé en échange à ne pas répondre à l'attaque contre son consulat à Damas. L'objectif de l'Iran était de reprendre les négociations avec Washington afin de régler la question nucléaire et d'alléger les sanctions. Cependant, ni les Etats-Unis ni Israël n'ont accepté la condition iranienne, ce qui a poussé Téhéran à agir...